

Les établissements et les enseignants de la Mission laïque française pendant la Grande guerre

« À l'école comme dans les tranchées, c'est le même ennemi que combattent les instituteurs : la barbarie »
Alphonse Aulard, président de la Mission laïque française de 1906 à 1912

En 1914, la Mission laïque française est déjà une institution qui a pignon sur rue et dont les axes de développement sont tracés. Elle a des liens précieux avec le pouvoir dominant et le monde universitaire. Elle a trouvé son champ d'action (l'étranger – et le Proche-Orient en particulier – plutôt que les colonies proprement dites), ses méthodes (la reprise ou la construction et la gestion d'établissements « adaptés »), ses techniques de financement (des emprunts à moyen et long termes assis sur des subventions et des garanties de l'État), et ses hommes.

Elle possède cinq établissements dont elle est entièrement responsable à Salonique, Beyrouth, Alexandrie et au Caire. Elle est également présente à Bruxelles, Port-Saïd et Tanger, où elle patronne des établissements.

La déclaration de guerre avec l'Allemagne en août 1914, porte un coup sévère au développement de la Mission laïque et à son activité. La rentrée scolaire, dans les établissements du Levant, est difficile.



Le Lycée français d'Alexandrie en 1916

La plupart des professeurs français sont sur les champs de bataille (neuf pour Alexandrie, neuf pour Le Caire, six pour Beyrouth et cinq pour Salonique). D'autres non mobilisés, qui passaient leurs vacances en France, rejoignent leur poste avec difficulté et souvent de grands retards. De plus, les relations postales et télégraphiques avec la métropole sont lentes, souvent aléatoires. Cependant, grâce au dévouement et à la détermination des personnels restés disponibles, grâce à leur

La Mission laïque française de 1902-1914

1902 - La Mission laïque française est fondée en 1902 par Pierre Deschamps. Les statuts de l'association affirment comme objectif essentiel la propagation outre-mer de l'enseignement laïque grâce à deux moyens : faciliter le recrutement de maîtres en présentant des candidats aux représentants français à l'étranger et créer des écoles ou venir en aide aux établissements laïques déjà existants. L'enseignement dispensé dans ces établissements devra reposer sur l'interdiction du prosélytisme religieux, l'obligation d'adapter chaque école à l'état intellectuel, moral et social des « indigènes » et le caractère scientifique et rationnel des apprentissages.

Dès octobre 1902, la Mission laïque ouvre l'école normale d'enseignement colonial Jules-Ferry qui a pour but de préparer des instituteurs métropolitains déjà titulaires à diriger des écoles et assurer sur place la formation des maîtres « indigènes ».

1904 - Au Printemps 1904, Henri Gourdon, secrétaire général de la Mlf, effectue un voyage d'études consacré à la situation de l'enseignement français en Orient. Son inventaire établit que la quasi-totalité des écoles dans cette région du monde est aux mains des religieux. La France peut compter sur plusieurs dizaines d'établissements laïques mais il s'agit d'écoles disparates et souvent improvisées. Les conclusions de ce voyage sont nettes : « Il est nécessaire et urgent de développer les écoles laïques françaises en Orient ».

1906 - En octobre, la Mission laïque française reprend une école commerciale de Salonique, en Grèce du Nord. C'est le 1^{er} établissement de la Mlf.

1907 - Par décret, la Mission laïque française est reconnue d'utilité publique.

1908 - La Mlf patronne les écoles françaises de Bruxelles (Belgique) et de Port-Saïd (Égypte).

1909 - La Mlf patronne l'École française de Tanger (Maroc). Ouverture d'un collège à Beyrouth (Liban). Ouverture du Lycée du Caire (Égypte), qui regroupe trois établissements préexistants à qui la Mlf a accordé son patronage. Le lycée déménagera en 1910 et deviendra à part entière un lycée français dirigé par la Mission. Ouverture d'un lycée à Alexandrie (Égypte), propriété d'une société privée et patronné par la Mlf, qui en prendra la responsabilité complète en 1910.

1913 - L'école coloniale Jules-Ferry, où le recrutement est devenu impossible en raison d'une loi militaire portant à trois ans la durée du service obligatoire, ferme définitivement ses portes. Faute de pouvoir disposer de ressources importantes, elle n'aura jamais connu l'ampleur à laquelle elle aurait pu prétendre et n'aura formé en onze ans que 150 maîtres coloniaux.

esprit d'initiative, grâce à la sympathie agissante des populations locales et au soutien d'associations d'anciens élèves, la vie des lycées, sauf à Beyrouth, reprend peu à peu. La situation varie cependant d'un pays à l'autre.

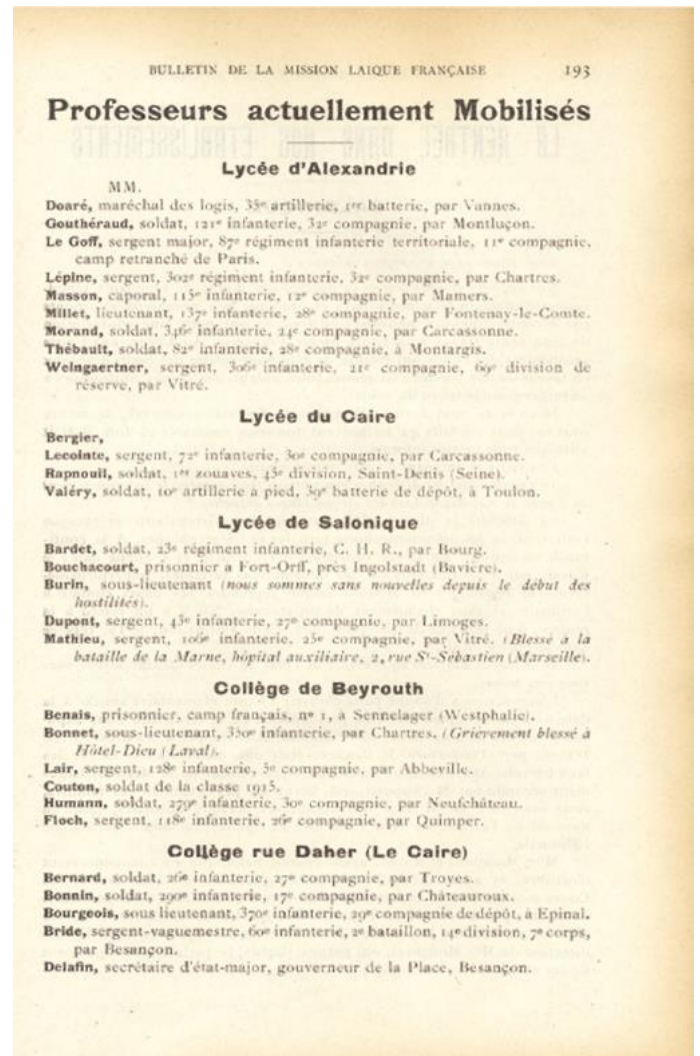
Salonique est en terre grecque et n'est pas touchée directement par le conflit à l'ouverture des hostilités. Mais la frontière avec la Serbie, qui envoyait le plus gros contingent d'élèves internes au lycée, est fermée. Il en résulte une baisse des effectifs qui atteignent cependant quelque 500 élèves à la rentrée. En l'absence du proviseur, les professeurs ont pris la charge de la direction et de l'économat des établissements. Les anciens élèves se sont mobilisés pour aider l'organisation de la rentrée, dont on a décidé de maintenir la date.

À Alexandrie, le lycée ouvre également ses portes comme prévu le 1^{er} octobre 1914. Après quelques tâtonnements inévitables, causés par l'absence de la majorité des maîtres français, le proviseur, Marcel Fort, nouvellement nommé, « arrête définitivement son organisation pour la durée de la guerre, d'une façon complète, tant au point de vue de l'enseignement que de la discipline » avec l'aide de quelques anciens élèves et de quelques personnalités de la ville qui se mettent spontanément à sa disposition pour assurer des cours et s'occuper de surveillance.

Au lycée du Caire et au collège de la rue Daher, Bernard Guinaudeau qui les dirige, reconnaît que le plus difficile est de remplacer les personnels mobilisés. Malgré les événements qui troublent la vie en Égypte, la rentrée peut avoir lieu à la mi-octobre dans des conditions convenables et les effectifs restent satisfaisants et sont bientôt en augmentation régulière.

À Beyrouth, située en terre ottomane, la situation est autrement dramatique. Lorsque le directeur du collège, M. Chauffour, y arrive après un lent voyage et une escale à Alexandrie où on s'est montré rassurant, il trouve d'abord, le 24 octobre, un ensemble difficile, riche en tracasseries, mais vivable. La rupture brutale des relations entre la France et la Turquie, qui entraîne l'exode de la population vers les montagnes et vers Damas, la crainte d'un débarquement des forces anglaises ou françaises le font renoncer à l'ouverture projetée de l'établissement. Il s'applique donc à préparer la liquidation provisoire de la situation tout en préservant les intérêts de la Mission laïque, avant de repartir avec le personnel français. Lorsque le conflit éclate entre les deux pays le 1^{er} novembre, les instituteurs français, devenus sujets d'un pays belligérant ennemi, ne peuvent plus, d'abord, quitter la ville. Il leur faudra attendre quelques semaines avant de pouvoir s'embarquer à bord d'un bateau italien, trouver refuge à Alexandrie, puis rentrer en France où la plupart s'enrôlent dans les forces armées. Quant aux bâtiments et au matériel de l'établissement, ils sont confisqués par le gouvernement turc.

Tout le long du conflit, les deuils frappent la Mission comme ils frappent la France entière. Chaque numéro du Bulletin de la Mission laïque (la *Revue de l'Enseignement colonial et de l'Enseignement français à l'étranger*) publie une liste de blessés, de prisonniers, de disparus et de morts



au champ d'honneur : des professeurs, des anciens élèves. La Mission perdra aussi le tiers des membres de son conseil d'administration.

En même temps, professeurs, anciens élèves et élèves se mobilisent pour venir en aide à toutes les victimes du conflit par des collectes d'argent, de linge, ou la confection de vêtements chauds. Chaque lycée devient ainsi un foyer de solidarité dont l'activité et la générosité ne se ralentiront pas. On verra même, lorsque les troupes françaises débarquent à Alexandrie en 1915, le lycée prendre en charge l'hôpital Clot-Bey qui leur est affecté.

Les établissements de la Mission sont également les foyers d'une grande activité patriotique. À Salonique, le lycée, tout en poursuivant son œuvre scolaire, abrite l'état-major du corps expéditionnaire franco-anglais commandé par le général Sarrail. À Alexandrie, les installations scientifiques du lycée sont transformées pour devenir « le laboratoire bactériologique pour l'armée d'Orient ».

En France, le Comité des Dames de la Mission laïque est particulièrement actif. Ce comité, créé quelques années plus tôt par Madame Paul Bert, se donnait pour objectif d'intéresser les dames à l'œuvre de la Mission laïque, de se mettre en rapport avec les institutrices françaises de l'étranger et des colonies, d'inventorier leurs besoins, de leur venir en aide moralement et matériellement par l'envoi d'objets divers aux écoles. En 1913, on y ajoute un rôle important en métropole : soutenir et protéger les institutrices de village, souvent bien isolées et en butte à l'animosité des habitants contre l'école laïque. Il se constitue ainsi tout un réseau que les hostilités mobilisent pour confectionner, faire confectionner et envoyer tout ce qui peut être utile aux soldats sur le front, aux blessés dans les hôpitaux, aux victimes civiles dans les régions qui ont souffert de l'invasion, qu'elles soient restées sur place ou réfugiées. La mauvaise saison venue, toute une campagne s'organise pour protéger les soldats contre la pluie avec la fourniture d'un vêtement en toile huilée. Les résultats de cette mobilisation pour « le manteau de pluie » feront l'objet de longues listes de donateurs durant de nombreux mois.



Le général Sarrail, commandant en chef de l'armée franco-anglaise d'Orient, dans le lycée devenu siège de son état-major -1916)



Le "manteau de la Mission" a obtenu "les suffrages unanimes des troupes qui combattent en première ligne", affirme le Bulletin de l'association en janvier 1915

À Paris, où ses dirigeants sont entrés de plain-pied dans l'« Union sacrée », la Mission laïque se consacre entièrement à une guerre considérée comme totale. Elle va mettre son bulletin entièrement au service de la propagande française¹.

¹ *La « kultur » allemande et la culture française, Les manifestations de la kultur allemande, La Guerre actuelle et le Droit, L'Allemagne et le Droit des gens, Le Sens de la guerre, Les Responsables, La « kultur » en action, Liberté de conscience, Les Soldats et la Kultur, Les Démocraties contre les autocraties, La Culture Française, La Responsabilité de Guillaume II, La Victoire de la démocratie*, tels sont quelques-uns des sous-titres de la Revue pendant cette période.

Dans cette action, l'œuvre personnelle du secrétaire général Edmond Besnard, semble bien avoir été primordiale, comme dans l'initiative de créer en 1917 des cours de français au profit des travailleurs coloniaux et étrangers que la guerre a amenés en France par centaine de milliers². Des cours élémentaires de langue française sont ainsi organisés à Paris et en banlieue, puis, en s'appuyant sur les Comités locaux, dans différentes villes de province.

Les éditoriaux de Besnard, ses choix de textes, commentaires et déclarations aux Assemblées Générales, permettent de suivre l'évolution des esprits dont la Mission laïque sortira avec une idéologie et un programme renouvelés. Pour Besnard et les dirigeants de la Mission, comme pour la quasi-totalité des forces culturelles de la Nation, « le sens de la guerre » est clair³. Il s'agit de faire triompher une conception généreuse et humaniste, pluraliste et émancipatrice et pour tout dire française, de la civilisation, en face de la dimension nationaliste et dominatrice de la « Kultur » à l'allemande.

Cette vision des choses, simple et commode, ne date pas seulement de la guerre, mais s'y cristallise et il y a dans les esprits en guerre et chez des idéalistes comme Besnard, un certain regret de n'avoir pas été assez vigilant à cet égard et la ferme volonté de veiller désormais plus efficacement et plus radicalement au développement de l'influence française. Parallèlement, l'autre tendance contenue dans cette vision des choses conduira tout naturellement au soutien des thèses wilsoniennes⁴.

Madame Potel, vice-présidente de la Mission laïque, en ouvrant l'assemblée générale de 1919, avouera : « *Nous avons un moment redouté pour nos établissements la crise de la guerre et de l'après-guerre. Et bien, ils étaient si nécessaires là où nous les avons établis qu'ils ont résisté aux fluctuations de ces temps d'épreuves. Leurs effectifs ont augmenté, les familles ont acquitté la rétribution scolaire, la sympathie dont ils étaient l'objet s'est affirmée et parfois, malgré nous peut-être, ils ont été le foyer des idées pour lesquelles un peuple se lève et verse son sang* ».



Élèves et examinateurs réunis dans la cour du lycée de Salonique pour l'examen du baccalauréat (juillet 1916)

² Voir annexes.

³ Voir annexes.

⁴ Le numéro du Bulletin paru en novembre 1918 publie intégralement le programme de Wilson (voir annexes).

Article réalisé à partir d'extraits de :

- André Thévenin, *La Mission laïque française à travers son histoire 1902-2002*, Mission laïque française, 2002.
- « Éléments pour une histoire, 1902-1982 », *Dialogues, Bulletin de liaison des professeurs français à l'étranger*, n°35-36-37, 1982.

En annexe- documents d'archive :

- La Mission laïque et la guerre – Bulletin de la Mission laïque française, juillet-novembre 1914 - p184
- « Le sens de la guerre », Bulletin de la Mission laïque française, mars-avril 1916 (bulletin entier)
- « Pour les Travailleurs coloniaux et étrangers », Bulletin de la Mission laïque française, juin 1918
- « La victoire de la démocratie », Bulletin de la Mission laïque française, novembre 1918 (bulletin entier)